



RSM France

Bureau de Nantes

18 avenue Jacques Cartier
BP 30266
44818 Saint-Herblain Cedex
France
T +33 (0)2 51 83 30 30

www.rsmfrance.fr

**FONDATION DE COOPERATION SCIENTIFIQUE –
INSTITUT DE RECHERCHE TECHNOLOGIQUE JULES VERNE**

Siège social : 1 Mail des 20 000 lieues - 44340 BOUGUENNAIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Fondation de Coopération Scientifique Institut de Recherche Technologique Jules Verne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Herblain, le 23 avril 2025

Le commissaire aux comptes

RSM France

Société de Commissariat aux Comptes Membre
de la Compagnie Régionale de l'Ouest-Atlantique

Jean-Michel PICAUD

Associé

INSTITUT DE RECHERCHE TECHNOLOGIQUE JULES VERNE

Fondation de Coopération Scientifique
1 Mail des 20 000 Lieues – 44340 BOUGUENNAIS
SIREN n°750 801 771

Comptes annuels au 31/12/2024

Documents de synthèse

Bilan Actif	4
Bilan Passif	5
Compte de résultat	6-7

Annexe

Préambule	9
1. Principes, règles et principes comptables	10
2. Faits caractéristiques	13
3. Notes au bilan	14
4. Notes au compte résultat	22
5. Engagements hors-bilan	24
6. Evénements post-clôture	25
7. Autres informations	26

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	873 091	790 602	82 489	79 605
Immobilisations corporelles				
Constructions	251 715	177 540	74 175	63 397
Installations techniques, matériels et outillages industriels	19 409 416	18 201 718	1 207 698	1 593 113
Autres immobilisations corporelles	1 808 508	1 212 591	595 917	655 557
Immobilisations corporelles en cours	447 966		447 966	435 646
Avances et acomptes	50 344		50 344	316 028
Immobilisations financières				
Participations	10 000		10 000	10 000
Autres immobilisations financières	6 484		6 484	6 484
Total I	22 857 524	20 382 451	2 475 073	3 159 830
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	294 454		294 454	648 361
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	6 596 559	37 010	6 559 549	6 193 911
Autres créances	11 892 343		11 892 343	14 242 167
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	1 005 142		1 005 142	1 003 917
Disponibilités	11 382 819		11 382 819	16 917 317
Charges constatés d'avance	535 202		535 202	345 234
Total II	31 706 519	37 010	31 669 509	39 350 907
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	54 564 043	20 419 461	34 144 582	42 510 736

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	1 000 000	1 000 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	3 793 616	3 075 123
Excédent ou déficit de l'exercice	551 905	718 493
Situation nette (sous-total)	5 345 521	4 793 616
Subventions d'investissement	542 013	1 586 298
Total I	5 887 534	6 379 913
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	35 764	180
Provisions pour charges	374 059	350 234
Total III	409 823	350 414
DETTES		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	70 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 482 389	9 041 218
Dettes fiscales et sociales	3 167 272	3 191 534
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	47 754	364 349
Autres dettes	629 485	347 441
Produits constatés d'avance	17 450 326	22 835 868
Total IV	27 847 225	35 780 409
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	34 144 582	42 510 736
(1) Dont à plus d'un an (a)	3 893 075	
Dont à moins d'un an (a)	23 884 151	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	13 619 704	13 064 641
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	12 666 430	13 500 210
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	173 461	111 455
Autres produits		1 478
Total I	26 459 596	26 677 784
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	11 982 484	13 929 405
Impôts, taxes et versements assimilés	912 416	815 510
Salaires et traitements	7 775 780	7 094 765
Charges sociales	3 415 221	3 071 393
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 518 737	2 417 339
Dotations aux provisions	59 589	84 813
Autres charges	11 755	
Total II	27 675 983	27 413 226
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 216 387	-735 442
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	107 241	323 536
Autres intérêts et produits assimilés	412 257	300 024
Différences positives de change	1 944	1 808
Total III	521 441	625 368
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 668	22
Différences négatives de change	4 650	4 644
Total IV	6 318	4 666
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	515 123	620 702

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I-II+III-IV)	-701 264	-114 740
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	1 680	139 200
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 413 136	721 650
Total V	1 414 816	860 850
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	25	3 150
Sur opérations en capital		24 467
Total VI	25	27 617
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 414 791	833 233
Participation des salariés aux résultats (VII)	112 165	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	49 456	
Total des produits (I+III+V)	28 395 852	28 164 002
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	27 843 947	27 445 509
EXCEDENT OU DEFICIT	551 905	718 493

Créé le 5 mars 2012 à l'initiative de partenaires institutionnels, industriels et académiques en réponse à un appel à projets de l'Etat dans le cadre des Investissements d'avenir, l'Institut de Recherche Technologique Jules Verne (IRT Jules Verne) est un centre de recherche mutualisé constitué sous la forme d'une fondation de coopération scientifique, dont l'activité est dédiée aux technologies avancées de production (ou « Manufacturing »).

L'IRT Jules Verne a pour ambition de renforcer la compétitivité des usines en France, par l'accélération de l'innovation et du transfert technologique dans l'industrie, en proposant des prestations d'accompagnement, de transfert et de recherche collaborative sur la thématique des procédés de fabrication.

Avec ses partenaires industriels et académiques, l'IRT Jules Verne travaille à la maturation de technologies innovantes sur 5 thématiques de recherche :

- La Mobilité dans l'espace industriel
- La Flexibilité de la production
- Les Technologies d'assemblage et de soudage
- Les Procédés de formage et préformage
- Les Procédés de fabrication additive.

En combinant 5 expertises technologiques complémentaires, l'IRT Jules Verne offre un accès à des compétences de haut niveau, des équipements industriels de pointe et des démonstrateurs industriels à l'échelle :

- Modélisation & simulation
- Procédés matériaux composites
- Procédés matériaux métalliques
- Robotique & cobotique
- Surveillance, inspection et contrôle procédés

Les enjeux industriels au cœur de son activité sont les suivants :

- Réduire le temps et le coût de développement des procédés de fabrication
- Améliorer la performance des procédés de fabrication de structures complexes
- Monitorer l'outil de production pour mieux maîtriser les procédés et diagnostiquer la qualité des produits
- Réduire les coûts de contrôle et de maintenance
- Développer des procédés flexibles, agiles et reconfigurables
- Optimiser le déploiement de robots en environnement industriel complexe.

Pour assurer son fonctionnement, l'IRT Jules Verne bénéficie d'un soutien de l'Etat aux projets de RDI dans le cadre de France 2030 d'un montant de 168 220 k€ pour la période 2012-2025, par une convention conclue le 11/04/2012 avec l'Agence Nationale de la Recherche (ANR).

L'IRT Jules Verne reçoit par ailleurs des financements de la part de ses membres, partenaires ou clients industriels, pour la réalisation de projets de recherche collaboratifs, de prestations de recherche contractuelle ou de transfert, que ceux-ci lui confient.

L'IRT Jules Verne participe également à des projets de recherche financés par l'Union européenne ou par d'autres opérateurs de l'Etat dans le cadre d'appels à projets.

Il bénéficie aussi d'un accompagnement financier de la part des collectivités territoriales sur la base de conventions ad hoc pour des activités de recherche fondamentale et au titre du soutien à l'investissement dans des équipements de recherche.

1. Principes, règles et méthodes comptables

1.1. Règles Générales

Les comptes ont été préparés conformément aux principes comptables généralement admis en France selon :

- le Plan Comptable Général – PCG, ou recueil des normes comptables tels qu'issus du règlement ANC n°2014-03 ;
- le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les principes d'établissement des comptes annuels sont les suivants :

- image fidèle
- comparabilité et continuité d'activité
- régularité et sincérité
- prudence
- permanence des méthodes comptables.

Les méthodes comptables sont définies ci-dessous. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

1.2. Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'IRT Jules Verne, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuits et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les immobilisations sont classées par l'IRT Jules Verne en trois catégories :

- Immobilisations « dédiées » à la réalisation d'un projet de recherche spécifique,
- Equipements « structurants » relevant de la feuille de route technologique de l'IRT, non dédiés à la réalisation d'un projet de recherche en particulier,
- Moyens « mutualisés » destinés au fonctionnement général de l'IRT.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de :

- La période courant depuis la mise en service de l'immobilisation jusqu'à la fin du projet de recherche concerné, pour les immobilisations dédiées.
- La durée d'utilisation prévue, pour les équipements structurants et les moyens mutualisés.

Les principales durées d'utilisation des immobilisations structurantes et des moyens mutualisés s'analysent comme suit :

- | | |
|---|------------|
| • Logiciels bureautiques : | 1 an |
| • Logiciels scientifiques : | 1 à 5 ans |
| • Agencement des bâtiments : | 8 à 10 ans |
| • Equipements industriels et de recherche : | |
| ○ à obsolescence rapide | 3 à 5 ans |
| ○ matériel standard | 8 ans |

- matériel durable 10 ans et plus
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau : 4 à 8 ans

Une dépréciation est constatée s'il est estimé que les avantages économiques futurs attendus de l'utilisation d'un actif immobilisé et de sa sortie sont inférieurs à sa valeur nette comptable à la clôture.

1.3. Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Le compte Clients comprend principalement les appels de contribution auprès des membres fondateurs et membres associés de l'IRT Jules Verne en cours de recouvrement d'une part, et les appels de contribution et les participations forfaitaires des partenaires industriels qui ne sont pas des membres de l'IRT.

Les créances douteuses sont dépréciées, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

1.4. Trésorerie

Les disponibilités et valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée si la valeur probable de négociation à la clôture est inférieure au montant nominal des fonds placés.

1.5. Fonds propres

Les fonds propres sont constitués :

- de la situation nette de l'IRT, composée de la dotation non consommable en fonds propres, des réserves, du report à nouveau et du résultat de l'exercice ;
- des fonds propres consommables et notamment des subventions d'investissement.

1.6. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

1.7. Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

1.8. Reconnaissance des Produits

Les produits sont constatés en résultat au fur et à mesure de l'engagement des charges correspondantes.

Pour ce qui concerne la subvention ANR (ou « France 2030 structurel »), le rattachement à chaque exercice s'effectue au prorata de l'avancement effectif des projets approuvés par l'ANR qui entrent dans le périmètre de financement de l'IRT, selon les modalités de financement propres à chaque projet. La subvention comptabilisée en produits d'exploitation correspond ainsi au montant « acquis » dans l'exercice. L'excédent du montant de la subvention perçue par l'IRT par rapport au montant acquis à la fin de l'exercice est comptabilisé au bilan en produits constatés d'avance.

Les subventions d'exploitation provenant des autres financeurs sont également comptabilisées en produits d'exploitation en fonction de l'avancement des charges des activités qu'elles financent. L'excédent du montant de la subvention attribuée à l'IRT par rapport au montant acquis à la fin de l'exercice est comptabilisé au bilan en produits constatés d'avance.

Une approche similaire a été retenue pour les apports de contributions des Membres industriels de la fondation au titre des conventions pluriannuelles éligibles au système de fléchage sur les projets de l'IRT, ainsi qu'aux contributions au financement des projets versées par les partenaires industriels non-membres de l'IRT. Les produits non consommés en totalité à la clôture sont comptabilisés en produits constatés d'avance. En revanche, les contributions non allouées aux projets de l'IRT sont intégralement enregistrées en produits de l'exercice.

Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables sont enregistrées en fonds propres à la notification de la décision d'attribution, puis réintégrées au résultat au rythme de l'amortissement des biens financés.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

Les faits caractéristiques de l'exercice 2024 ont été les suivants :

- Mr Claude GIRARD a succédé à Mr Stéphane CASSEREAU au poste de directeur général de l'IRT Jules Verne le 1/10/2024, Mr CASSEREAU ayant fait valoir ses droits à la retraite.
- Un avenant n°7 à la convention de financement ANR a été signé le 3/09/2024, dont l'objet est l'attribution d'un complément de financement Etat « France 2030 Structurel » d'un montant de 4,1 M€ à engager avant fin 2025 d'une part, et l'octroi d'un financement « France 2030 Spécifique » de 1,4 M€ au titre de la stratégie « Digitalisation et décarbonation des mobilités » pour la réalisation d'un projet de filière («Venffrais pilier 2») portant sur l'amélioration de la performance de la propulsion vélique d'autre part.
- Les engagements d'apports des membres industriels et académiques au titre de la 5^e période triennale (2024-2026) ont été conventionnés en 2024 pour un montant global de 20 M€.
- L'IRT a réalisé une activité recherche de 26 M€, globalement stable par rapport à l'exercice précédent.
- L'IRT Jules Verne a enregistré un résultat net après impôt en excédent de 552 k€.
- Les comptes 2024 ont été arrêtés sur la base de la reconnaissance du produit de la subvention France 2030 Structurel équivalant à un taux de 35,4 % des charges éligibles, qui respecte le taux plafond contractuel vis-à-vis de l'ANR pour l'exercice (39 %).
- Le solde débiteur du compte courant avec la SCI Nautilus a été ramené de 4,1 M€ à 1,6 M€ sur l'exercice.
- L'approbation par le conseil d'administration du lancement de 6 nouveaux projets de recherche cofinancés par l'ANR (dont le projet emblématique Venffrais pilier 2) et l'obtention de 2 projets Europe.

3. Notes au Bilan

3.1. Immobilisations

Les immobilisations se décomposent comme suit :

3.1.1. Analyse par poste comptable

Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions / Réévaluations	Cessions / Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	816 174	56 917	0	873 091
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	816 174	56 917	0	873 091
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions	228 044	31 670	-8 000	251 715
- Inst. techniques, matériel outillage industriels	16 770 873	2 700 207	-61 665	19 409 416
- Autres immobilisations corporelles	1 581 203	227 306		1 808 508
- Immobilisations en cours	435 646	379 971	-367 651	447 966
- Avances et acomptes	316 028	464 994	-730 677	50 344
Total	19 331 794	3 804 148	-1 167 993	21 967 949
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations	10 000			10 000
- Créances rattachées à des participations				
- T.I.A.P				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres immobilisations financières	6 484			6 484
Total	16 484	0	0	16 484
Total général	20 164 453	3 861 065	-1 167 993	22 857 524

Mouvements des amortissements

Désignation	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement				
- Frais de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	736 569	54 033		790 602
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
Total	736 569	54 033	0	790 602
Immobilisations corporelles				
- Terrains				
- Constructions	164 647	20 892	-8 000	177 540
- Inst. techniques, matériel outillage industriels	15 041 670	3 149 927	-61 665	18 129 933
- Autres immobilisations corporelles	925 646	286 946		1 212 591
Total	16 131 963	3 457 765	-69 665	19 520 064
Total général	16 868 533	3 511 798	-69 665	20 310 666

Mouvements des provisions pour dépréciation

Désignation	Provisions début exercice	Mouvements de l'exercice		Provisions fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	136 090		-64 305	71 785
Immobilisations financières				
Total général	136 090	0	-64 305	71 785

3.1.2. Analyse par catégorie

Valeurs brutes	Début exercice	Mouvements de l'exercice		Fin exercice
		Acquisitions	Cessions/Virts	
Immobilisations dédiées sur projet	12 209 621	2 735 749	-64 015	14 881 354
Equipements structurants	4 655 027	0	-5 650	4 649 378
Moyens mutualisés	2 531 647	280 351	0	2 811 998
Acomptes versés et immobilisations en-cours	751 673	390 716	-644 079	498 310
Immobilisations financières	16 484			16 484
Total	20 164 453	3 406 815	-713 743	22 857 524

Amortissements	Début exercice	Mouvements de l'exercice		Fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations dédiées sur projet	11 138 324	2 906 011	-64 015	13 980 319
Equipements structurants	3 985 576	306 029	-5 650	4 285 956
Moyens mutualisés	1 744 633	299 758		2 044 391
Total	16 868 533	3 511 798	-69 665	20 310 666

Dépréciation	Début exercice	Mouvements de l'exercice		Fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations dédiées sur projet				
Equipements structurants	132 354		-63 284	69 070
Moyens mutualisés	3 736		-1 021	2 715
Total	136 090	0	-64 305	71 785
Valeur nette comptable	3 159 830			2 475 073

Le montant significatif des investissements en équipements dédiés sur projet explique le niveau important des dotations aux amortissements sur l'exercice.

3.2. Filiales et participations

Désignation	Capital	Réserves et report à nouveau	Quote-part de capital détenue	Valeur des titres détenus		Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	CA HT dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés
				Brute	Nette					
<i>Filiales détenues à plus de 50%</i>										
SCI NAUTILUS - N° SIREN 853961712	10 000	-1 219 892	100%	10 000	10 000	1 569 241	0	892 342	-114 700	0
TOTAL	10 000	-1 219 892		10 000	10 000	1 569 241	0	892 342	-114 700	0

3.3. Créances

	31/12/2024	31/12/2023
Clients	4 620 933	3 182 608
Clients - Factures à établir	1 931 215	3 002 956
Clients douteux	44 412	50 183
Avances et acomptes sur commande	294 454	648 361
État - Subvention à recevoir	2 105 003	1 612 192
Europe - Subvention à recevoir	2 415 586	2 766 046
Région - Subvention à recevoir	1 673 600	1 644 000
Nantes Métropole - Subvention à recevoir	966 000	1 242 000
Autres subventions à recevoir	638 140	48 660
Etat - TVA déductible / à régulariser	2 509 315	2 736 128
Etat - Impôt sur les bénéfices	-	31 167
Compte courant SCI NAUTILUS	1 569 241	4 125 536
Organismes sociaux & divers	15 458	36 437
Total Créances	18 783 356	21 126 275

3.4. Trésorerie

La trésorerie de la Fondation est placée sur des supports non spéculatifs de type compte courant, compte à terme, produit de placement structuré à capital garanti à l'échéance, ou livret associatif.

3.5. Fonds propres

La variation des fonds propres s'analyse comme suit :

	Ouverture	Affectation résultat de l'exercice	Augmentation	Variation des subventions	Clôture
Fonds propres	1 000 000	-	-	-	1 000 000
Report à nouveau	3 075 123	718 493	-	-	3 793 616
Résultat de l'exercice	718 493	- 718 493	551 905	-	551 905
Total Situation nette	4 793 616	-	551 905	-	5 345 521
Subvention Région PDL s/investissements	4 676 778	-	-	-	4 676 778
Subvention Nantes Métropole s/investissements	425 576	-	-	-	425 576
Subvention Europe (FEDER) s/investissements	952 914	-	-	368 852	1 321 766
Amortissement des subventions	- 4 468 971	-	-	- 1 413 136	-5 882 107
Total Subventions d'investissement	1 586 298	-	-	- 1 044 284	542 013
Total Fonds Propres	6 379 913	-	551 905	- 1 044 284	5 887 534

Les subventions de la région Pays de la Loire (4 676 778 € brut) correspondent à divers financements attribués au titre des Pôles d'innovation portant sur des équipements et des installations de recherche : banc d'essai de grande dimension, moyens composites, plateforme de simulation, stockage H2, subvention générique plateformes R&D (dont - € attribués en 2024).

Les subventions octroyées par Nantes Métropole (425 576 € brut, dont - € attribués en 2024) portent sur les moyens d'une plateforme Composites.

Le FEDER est intervenu en complément des financements de la région Pays de la Loire et de Nantes Métropole (pour 1 321 766 € brut, dont 375 000 € attribués en 2024).

Les subventions d'investissement sont réintégrées en résultat au rythme de l'amortissement des immobilisations qu'elles ont financées.

Variation des subventions d'investissement en fonds propres

Origine	Financier	Programme	31/12/2023	Augm.	Amort.	Réduction	31/12/2024
EUROPE	FEDER	Presse injection robotisée	69 312		-19 950		49 363
		Plateau Composites	32 676		-14 846	-6 148	11 681
		Réservoir stockage H2	0	375 000	-232 057		142 943
		<i>s/total Europe</i>	<i>101 988</i>	<i>375 000</i>	<i>-266 852</i>	<i>-6 148</i>	<i>203 987</i>
COLLECTIVITES	REGION PDL	Investissement banc essai et fabrication	79 135		-42 089		37 046
		Installation Technocampus Océan	79		-79		-0
		Presse injection robotisée	70 733		-20 358		50 374
		Implantation Composites TCC C1	1 566		-1 566		-0
		Plateforme Simulation & Modélisation	66 260		-41 904		24 356
		Equipt plateformes R&D 2020-2022	49 011		-28 658		20 353
		Equipt plateformes R&D 2021-2023	237 157		-216 850		20 307
		Equipts stockage H2 2023-2025	181 543		-111 025		70 519
		Equipts plateformes R&D 2023-2025	768 329		-664 270		104 058
		<i>s/total Région PDL:</i>	<i>1 453 812</i>	<i>0</i>	<i>-1 126 799</i>	<i>0</i>	<i>327 013</i>
COLLECTIVITES	NANTES METROPOLE	Plateforme Composites	30 497		-19 484		11 013
		<i>s/total Nantes Métropole:</i>	<i>30 497</i>	<i>0</i>	<i>-19 484</i>	<i>0</i>	<i>11 013</i>
Total Subventions invest.			1 586 298	375 000	-1 413 136	-6 148	542 013

3.6. Provisions

	Début exercice	Augmentation	Diminution		Fin exercice
			Utilisée	Non Utilisée	
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risques	180	35 764	- 180	-	35 764
Provision pour charges sur indemnités de fin de carrière	350 234	23 825	-	-	374 059
Autres provisions pour charges			-	-	-
Total provision pour risques et charges	350 414	59 589	- 180	-	409 823
Provisions pour dépréciation					
Sur immobilisations	136 090		- 64 305	-	71 785
Sur Clients-Membres et comptes rattachés	41 836	6 940	- 11 766	-	37 010
Sur autres					-
Total provision pour dépréciation	177 926	6 940	- 76 071	-	108 795
Total Provisions	528 340	66 529	- 76 251	-	518 618

Commentaires :

- Une provision pour risques de perte à terminaison sur contrat a été constituée en 2024 pour différentes affaires de prestations de recherche à marge négative en cours pour un total de 35 764 €, notamment concernant les prestations avec AM VALOR impliquant l'utilisation du banc d'essai multi-vérins (16 637 €) et avec SAFRAN Composites (8 618 €).

- Provision pour charges sur indemnités de fin de carrière :

Les employés de l'IRT Jules Verne sont assujettis à la convention collective de la métallurgie et bénéficient à ce titre d'indemnités de fin de carrière (IFC) au moment de leur départ en retraite. Les employés quittant l'IRT avant cette date ne peuvent prétendre à ces indemnités.

Les engagements de l'IRT Jules Verne au titre des IFC ont été évalués au 31/12/2024 et comptabilisés conformément à la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables. La fondation comptabilise linéairement l'intégralité des engagements déterminés de manière actuarielle pendant toute la durée d'acquisition conditionnelle des droits conférés aux bénéficiaires, tout en probabilisant les risques que les salariés quittent la fondation avant leur départ en retraite.

Conformément à la recommandation ANC 2013-02 modifiée le 5 novembre 2021, la fondation continue (méthode 1) la répartition linéaire du coût de l'engagement sur toute la carrière du salarié, depuis sa date d'embauche.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Tous les départs sont supposés à l'initiative du salarié (départ volontaire)
- Les indemnités sont soumises à charges sociales à 54 % pour les cadres et 51,35% pour les non-cadres
- Taux d'actualisation : 3,40% (taux Iboxx Corporate AA10+ duration 15 ans), au lieu de 3,2 % en 2023
- Taux d'inflation : 2 %
- Taux de progression des salaires : 3 %
- Taux moyen de mobilité : 7,56%
- Age de départ en retraite est l'âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa retraite à taux plein.
- Table de mortalité : INSEE 2018-2020 TV/TD

La réforme des retraites votée en avril 2023 est prise en compte dans l'évaluation des engagements au 31/12/2024.

- La provision pour dépréciation des immobilisations constituée en 2023 relative au banc d'essais multi-vérins installé à l'ENSAM d'Angers a été ramenée à 71 785 € sur la base d'une valeur d'usage estimée à 5 805 € dans un scénario de sortie de l'actif au 31/03/2025.

- La dépréciation des comptes clients correspond à la totalité du poste clients douteux :
 - Contributions impayées 2018/2019 de Robotronic et de Plastic Omnium, pour respectivement 10 986 € et 18 494 €.
 - Prestation du salon Alternance 2018 impayée par Arcelor Mittal pour 590 €.
 - Contribution impayée par Sense-In, en liquidation judiciaire, pour 6 940 €.
 - La contribution impayée de Nenuphar pour 11 766 € a été comptabilisée en perte sur créances irrécouvrables et la provision reprise.
- La variation des provisions se décompose entre résultat exploitation et résultat exceptionnel comme suit :
 - Exploitation : dotations : 66 528 € / reprises : -76 251€
 - Exceptionnel : dotations : - / reprises : -

3.7. Dettes

	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fournisseurs	1 332 946	2 808 352
Fournisseurs - factures non parvenues	5 149 443	6 232 866
Dettes sociales	2 236 307	2 047 142
Etat - TVA collectée / à décaisser	822 312	1 040 625
Impôt sur les bénéfices	18 289	-
Autres impôts et taxes	90 364	103 766
Dettes sur immobilisations	47 754	364 349
Avances et acomptes reçus s/commandes	70 000	-
Autres dettes et divers	629 485	347 441
Total Dettes	10 396 899	12 944 542

3.8. Charges à payer

	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs – factures non parvenues	5 149 443	6 232 866
Provision pour congés payés	721 401	680 034
Provisions sur salaires	397 672	357 266
Provisions charges sociales	595 457	542 958
Provision CFE/CVAE	37 179	56 504
Total Charges à payer	6 901 152	7 869 629

3.9. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comprennent :

- la fraction non consommée de la subvention ANR France 2030 :

PCA s/subvention ANR France 2030	31/12/2024	31/12/2023
Solde à l'ouverture	6 627 082	8 418 212
Subvention reçue sur la période	7 100 789	9 737 472
Consommation de la période	- 10 189 919	- 11 528 602
Variation PCA de l'exercice	- 3 089 130	- 1 791 130
Solde à la clôture	3 537 952	6 627 082

La subvention reçue de l'ANR s'analyse en :

- Versements perçus sur subvention France 2030 structurel : 5 724 090 €
- Subvention France 2030 attribuée sur projet Venffrais pilier 2 : 1 376 699 €.
- la fraction non consommée des autres subventions :

PCA s/autres subventions	31/12/2024	31/12/2023
Solde à l'ouverture	6 635 962	7 735 644
Subventions attribuées sur la période:	2 302 903	832 593
<i>dont Europe</i>	1 356 510	233 061
<i>dont autres Etat</i>	636 495	- 558 121
<i>dont Région Pays de Loire</i>	300 000	300 000
<i>dont Nantes Métropole</i>	9 899	821 553
<i>dont Autres organismes</i>	-	36 100
Consommation de la période	- 2 440 727	- 1 932 275
Variation PCA de l'exercice	- 137 824	- 1 099 682
Solde à la clôture	6 498 138	6 635 962
<i>dont Europe</i>	3 021 040	3 153 408
<i>dont autres Etat</i>	1 909 084	1 688 578
<i>dont Région Pays de Loire</i>	553 384	574 111
<i>dont Nantes Métropole</i>	1 003 218	1 190 218
<i>dont Autres organismes</i>	11 412	29 647

- la fraction des contributions des Membres et Partenaires privés relative aux exercices futurs :

PCA s/contributions Membres & produits Privés	31/12/2024	31/12/2023
Solde à l'ouverture	9 572 824	10 262 506
<i>dont contributions fléchables s/projets :</i>		
Solde à l'ouverture	9 144 851	9 811 417
Contributions fléchables de l'exercice	9 191 037	10 504 783
Consommation à l'avancement de l'exercice	- 11 316 086	- 11 171 350
Variat° PCA s/contrib° fléchables de l'exercice	- 2 125 049	- 666 567
Solde à la clôture	7 019 802	9 144 851
<i>dont autres produits (licences, prog. ressourct, autres) :</i>		
Solde à l'ouverture	427 973	451 089
Variat° PCA s/autres produits Privés	- 33 539	- 23 116
Solde à la clôture	394 434	427 973
Solde à la clôture	7 414 236	9 572 824

3.10. Autres informations**Etat des créances par échéance**

	Montant brut	A 1 an au plus	Plus d'1 an
Autres immobilisations financières (dépôts)	6 484	-	6 484
Avances et acomptes versés	294 454	294 454	-
Clients et comptes rattachés	6 596 559	6 596 559	-
Etat et collectivités - Impôts sur les bénéfices	-	-	-
Etat et collectivités - Subventions à recevoir	7 798 329	3 198 279	4 600 050
Etat - TVA déductible / à régulariser	2 509 315	2 509 315	-
Compte courant associé NAUTILUS	1 569 241	1 569 241	-
Fournisseurs & divers	15 458	15 458	-
Charges constatées d'avance	535 202	375 090	160 112
Total Créances	19 325 041	14 558 396	4 766 646

Etat des dettes par échéance

	Montant brut	A 1 an au plus	Plus d'1 an
Fournisseurs et comptes rattachés	6 482 389	6 482 389	-
Dettes fiscales et sociales	3 167 272	3 167 272	-
Dettes s/immobilisations et rattachés	47 754	47 754	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-
Autres dettes	699 485	307 599	391 886
Produits constatés d'avance	17 450 326	13 949 137	3 501 189
Total Dettes	27 847 225	23 954 151	3 893 075

4. Notes au Compte de résultat

4.1. Chiffres d'affaires

Le poste de chiffres d'affaires (ventes de prestations de services) comprend principalement les contributions financières apportées à l'IRT par les membres et les partenaires industriels non-membres (prestations R&D coopérative), ainsi que par les clients (prestations R&D commerciales), qui constituent la contrepartie des travaux de R&D confiés à l'IRT.

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Contributions Membres	7 433 025	8 562 851
Prestations R&D coopérative	2 542 440	2 876 758
Variation PCA s/contributions exercice	2 128 380	683 236
Forfait partenaires industriels	90 038	65 000
Prestations R&D commerciales	1 267 097	762 128
Concession Licences d'exploitation	18 996	18 599
Produits des activités annexes	139 729	96 069
Total Chiffre d'affaires	13 619 704	13 064 641

4.2. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation comprennent :

	31/12/2024	31/12/2023
Subv° France 2030 Structurel perçue sur l'exercice	5 724 090	9 737 472
Subv° France 2030 Spécifique attribuée s/l'exercice	1 376 699	-
Variation PCA s/subv° ANR France 2030 exercice	3 089 130	1 791 130
Total Subv° ANR "consommée" s/l'exercice	10 189 919	11 528 602
Subventions Nantes Métropole	196 899	251 100
Subventions Conseil Régional Pays de Loire	320 727	285 877
Subventions Etat Ademe	412 580	163 604
Subventions Appels à projets ANR	3 409	-
Subventions Europe	1 488 879	1 190 083
Subventions diverses	54 018	80 945
Total Subvention hors ANR	2 476 511	1 971 608
Total Subventions d'exploitation	12 666 430	13 500 210

4.3. Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels sur opérations en capital comprennent principalement l'amortissement des subventions d'investissement et les produits de cession d'actifs.

	31/12/2024	31/12/2023
Amortissement subventions Europe (FEDER)	266 852	96 433
Amortissement subventions Région PDL	1 126 799	587 657
Amortissement subventions Nantes Métropole	19 484	37 560
s/total amortissement subv° d'investissement	1 413 136	721 650
Produit de cession des éléments d'actif	1 680	139 200
Autres produits except. s/opérations de gestion	-	-
Total	1 414 816	860 850

4.4. Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles se décomposent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Dot° except. amort. & provisions immobilisations	-	-
VNC éléments d'actif cédés	-	24 467
Charges except. s/opérations de gestion	25	3 150
Total	25	27 617

4.5. Impôt sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

Tableau de ventilation de l'impôt société	Montant brut	Impôt			
		Théorique	Report déficitaire à imputer	Compensation	Dû
Résultat fiscal courant	-902 735	-225 684	0	225 684	0
Résultat exceptionnel (+participation)	1 342 661	335 665	-60 525	-225 684	49 456
Total	439 926	109 982	-60 525	0	49 456
Crédits / créances d'impôt					-31 167
Impôt payé					18 289

Après imputation des déficits antérieurs (242 101 € * 25%), la charge d'impôt sociétés de l'exercice est ramenée à 49 456 €. Compte tenu de la créance d'impôt de 31 167 € née en 2021, l'impôt finalement dû est de 18 289 €.

Situation fiscale latente et conditionnelle

	Taux normal	Taux réduit	Autres
A - Accroissement de la dette future d'impôt			
Néant			
Bases (A):	0	0	0
B - Allègement de la dette future d'impôt			
Provisions et charges non déductibles temporairement	555 085		
Déficit reportable à imputer	0		
Bases (B):	555 085	0	0
Bases (A)-(B):	-555 085	0	0
Impôt correspondant :	-138 771	0	0
Soit un allègement futur d'impôt de :			-138 771

5. Engagements hors bilan

5.1. Engagements au titre des contrats de projets

Compte tenu de l'avancement réalisé, le reste à faire sur les projets collaboratifs de recherche propre de l'IRT actifs à la fin de l'exercice est de 21,4 M€, valorisé en coûts complets.

Le reste à faire sur les projets financés par l'Europe s'élève à 3,8 M€.

Le reste à faire sur les projets réalisés dans le cadre des appels à projets nationaux s'élève à 3,4 M€.

5.2. Autres engagements

L'IRT est engagé à l'égard de sa filiale SCI Nautilus au titre de la sous-location de l'immeuble où son siège social est domicilié, jusqu'au 30/06/2034.

6. Evénements post-clôture

Aucun.



7. Autres informations

7.1. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction à raison de leur fonction ne sont pas communiquées car ceci reviendrait à divulguer des informations individuelles.

7.2. Honoraires du Commissaire aux comptes

Honoraires du Commissaire aux comptes au titre de sa mission de contrôle légal : 21 700 €.

Honoraires relatifs aux services autres que la certification des comptes : 6 000 €.

7.3. Effectif

Catégorie	Effectif
Employés	-
Techniciens et Agents de maîtrise	19
Ingénieurs et Cadres	116
Total	135

o o
o